

N° DP 25/405

## **DECISION DU PRESIDENT**

### **ATTRIBUTION D'UNE SUBVENTION DE FONCTIONNEMENT DE 16 000 EUROS A L'ASSOCIATION INCUBATEUR PROVENCE CÔTE D'AZUR AU TITRE DE L'ANNEE 2025**

#### **Le Président de la Métropole**

**VU** le Code Général des collectivités territoriales,

**VU** le décret n° 2017-17 du 26 décembre 2017 portant création de la Métropole Toulon Provence Méditerranée,

**VU** la délibération n° 23/05/078 du 4 mai 2023 portant délégations au Président et au Bureau,

**VU** l'avis favorable de la Commission « Attractivité Economique et Développement Numérique » du 3 avril 2025,

**CONSIDERANT** la demande de l'association INCUBATEUR PROVENCE CÔTE D'AZUR pour l'octroi d'une participation financière de la Métropole Toulon Provence Méditerranée d'un montant de 16 000 €,

**CONSIDERANT** que l'association INCUBATEUR PROVENCE CÔTE D'AZUR est labellisée par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur pour accompagner des projets basés sur des innovations technologiques et adossés à des laboratoires de recherche,

**CONSIDERANT** que l'association INCUBATEUR PROVENCE CÔTE D'AZUR représente un soutien essentiel à l'émergence et à la création d'entreprises innovantes par le biais d'une aide technique et financière et d'une facilité d'hébergement des porteurs de projets permettant de transformer le potentiel technologique des projets en valeur économique,

**CONSIDERANT** le bilan positif de l'action de cette association, depuis sa création en 2001, sur le territoire de la Métropole,

**CONSIDERANT** que les objectifs pour l'année 2025 sont les suivants :

- Accompagner 41 projets ; soit 14 nouvelles entrées en incubation (dont au moins 3 dans le Var) ;
- Ces nouveaux projets devraient générer 35 emplois directs d'ici 2 ans ;
- Accompagner 3 projets étudiants de l'Université de Toulon ;
- Poursuivre la promotion de l'esprit d'entreprise auprès des étudiants (*Université, Kedge Toulon et ISEN*) ;
- Animer la mise en réseau des incubés ;
- Poursuivre la recommandation de prestataires du département (Juridiques, experts-comptables, site web, communication, commercialisation, etc.) ;
- Tenir 6 minikonfs de sensibilisation à l'entrepreneuriat innovant à Toulon,

**CONSIDERANT** la convention de subventionnement ci-jointe,

## **D E C I D E**

### **ARTICLE 1**

**D'ALLOUER** à l'association INCUBATEUR PROVENCE CÔTE D'AZUR une subvention de 16 000 € pour son programme d'actions de l'année 2025.

## **ARTICLE 2**

**D'APPROUVER** les termes de la convention ci-jointe selon lesquels l'association INCUBATEUR PROVENCE CÔTE D'AZUR s'engage notamment à communiquer, régulièrement, à la Métropole Toulon Provence Méditerranée des bilans intermédiaires de son activité sur le territoire de la Métropole.

## **ARTICLE 3**

**DE SIGNER** la convention ci-annexée.

## **ARTICLE 4**

**DE DIRE** que les crédits sont inscrits au Budget Principal 2025, article 65748, opération 1239.

La présente Décision sera

- transmise à Monsieur le Préfet
- reproduite sur le Registre ouvert à cet effet
- affiché sur les panneaux destinés à cet effet
- communiquée sous forme de donner acte du Conseil Métropolitain lors de sa prochaine séance

Fait à Toulon, le **22 AVR. 2025**

Jean-Pierre GIRAN

Président de la Métropole  
Toulon Provence Méditerranée





1961 JUN 1



## CONVENTION ANNUELLE D'OBJECTIFS

ENTRE

LA METROPOLE TOULON PROVENCE MEDITERRANEE

ET

L'ASSOCIATION « INCUBATEUR PROVENCE CÔTE D'AZUR »

POUR L'ANNEE 2025

La **Métropole Toulon Provence Méditerranée** représentée par son président, Jean-Pierre GIRAN agissant en vertu de la décision Président n° ..... du ..... 2025,

Ci-après désignée « **La Métropole** »

ET

L'**Association « Incubateur Provence Côte d'Azur »**, sise Business Pôle – 1047 Route des Dolines – Allée Pierre ZILLER – 06560 VALBONNE, représentée par sa Présidente, Madame Maureen CLERC, habilitée à cet effet par les statuts de l'association,

Ci-après désignée « **L'Association** »

### Article 1 : Objet de la convention

La présente convention a pour objet de définir les conditions du concours financier apporté par la Métropole au projet défini à l'article 3 de la présente que l'Association s'engage à mettre en œuvre à son initiative et sous sa responsabilité.

La convention définit le montant, les conditions de versement et de contrôle de l'aide accordée par la Métropole, ainsi que les engagements respectifs des parties.

### Article 2 - Exposé des motifs

L'Association « Incubateur Provence Côte d'Azur » labellisée par le Ministère de la Recherche et de l'Enseignement Supérieur a pour objet d'accompagner des projets de création d'entreprises innovantes dans les Alpes-Maritimes et dans le Var.

Elle a pour objectif la valorisation des compétences et le transfert de technologies issues des laboratoires universitaires et d'organismes de recherche publics locaux au travers de la création d'entreprises innovantes et de la création d'emplois à haute valeur ajoutée sur son territoire d'intervention.

L'incubateur apporte un appui technique, managérial, financier et juridique.

Il accompagne ainsi des projets de toute thématique et de tout domaine technologique. Les sociétés incubées ont vocation à être accueillies dans les pépinières d'entreprises locales.

L'incubateur est implanté à Toulon et tient une permanence dans les locaux de l'Université Sud Toulon Var.

Compte tenu de l'intérêt que présente l'activité de l'Incubateur dans le cadre de la mise en œuvre de la compétence « développement économique » de Toulon Provence Méditerranée, cette dernière entend accorder à l'Incubateur Provence Côte d'Azur une subvention de fonctionnement.

### **Article 3 – Engagement de l'association Incubateur Provence Côte d'Azur**

L'Incubateur Provence Côte d'Azur s'engage à mettre en œuvre tous les moyens nécessaires à la réalisation des objectifs suivants pour 2025 :

- Accompagner 41 projets ; soit 14 nouvelles entrées en incubation (dont au moins 3 dans le Var) ;
- Ces nouveaux projets devraient générer 35 emplois directs d'ici 2 ans ;
- Accompagner 3 projets étudiants de l'Université de Toulon ;
- Poursuivre la promotion de l'esprit d'entreprise auprès des étudiants (Université, Kedge Toulon et ISEN) ;
- Animer la mise en réseau des incubés ;
- Poursuivre la recommandation de prestataires du département (Juridiques, experts-comptables, site web, communication, commercialisation, etc.) ;
- Tenir 6 minikonfs de sensibilisation à l'entrepreneuriat innovant à Toulon.

### **Article 4 – Engagement de la Métropole**

Sur la base du budget prévisionnel de fonctionnement de l'Incubateur pour l'exercice 2025 ci-joint, la Métropole Toulon Provence Méditerranée s'engage à soutenir l'association financièrement au cours de l'exercice 2025 à hauteur de 16.000 euros.

Ce montant sera inscrit au budget principal 2025, article 65748, opération 15.

### **Article 5 – Modalités de versement**

La participation financière de 16.000 € sera versée à l'Association Incubateur Provence Côte d'Azur selon les modalités suivantes :

- 70 % à la signature de la présente convention, soit 11.200 €.
- Le solde, soit 4.800 €, sur présentation des documents suivants, en deux exemplaires :
  - ✓ Un compte-rendu financier signé par le Président et le Trésorier qui devra comprendre un bilan qualitatif du projet ainsi qu'un état détaillé des dépenses et des recettes attestant de la conformité des dépenses à l'objet de la subvention, ainsi qu'une explication des données chiffrées ;
  - ✓ Un rapport annuel d'activités évaluant l'impact du programme subventionné ;
  - ✓ Le procès-verbal de l'approbation des comptes de l'exercice 2025 (dépenses et recettes) tels qu'ils ont été présentés devant le Conseil d'Administration, visés par le Président et certifiés par le Commissaire aux comptes.



Les pièces nécessaires pour le versement du solde doivent être communiquées au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

Les documents attestant de la réalisation du projet doivent être adressés à la Métropole par voie dématérialisée au service instructeur ou par courrier RAR.

La participation financière est créditée au compte du bénéficiaire dont les références figurent sur le relevé d'identité bancaire fourni par l'Association lors de sa demande de subvention.

Le versement de la participation financière s'effectue selon les règles de la comptabilité publique. L'ordonnateur de la dépense est le Président de la Métropole. Le comptable assignataire est le comptable public de la Métropole.

La Métropole contrôle à l'issue de la convention que sa participation financière n'excède pas le coût de la mise en œuvre du projet. Dans le cas où, après vérification des pièces transmises, le montant réel des dépenses serait inférieur au montant inscrit dans le budget prévisionnel, le solde à verser sera ajusté au prorata des dépenses réellement engagées et payées par l'association. Il sera également possible d'exiger le remboursement de la quote-part de subvention supérieure aux coûts éligibles du projet.

## **Article 6 – Obligations financières et comptables de l'Association**

L'Association s'engage à adopter un cadre budgétaire et comptable conforme au plan comptable général révisé par le règlement n°2018-06 du 5 décembre 2018 de l'Autorité des Normes Comptables et à tenir l'enregistrement de ses engagements.

L'Association s'engage à communiquer à Toulon Provence Méditerranée, au plus tard le 30 juin 2026, le compte d'emploi de la subvention attribuée accompagné du rapport d'activités de l'année écoulée et du rapport financier.

L'Association s'engage à fournir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée une copie du bilan et du compte de résultats 2025 et leurs annexes, certifiés conformes par le Commissaire aux Comptes de l'Association.

L'Association s'engage à fournir à la Métropole Toulon Provence Méditerranée un document mettant en exergue la valeur ajoutée apportée par le soutien financier de Toulon Provence Méditerranée en termes d'accompagnement du développement d'entreprises situées sur le territoire de Toulon Provence Méditerranée, d'organisation et de participation(s) à des salons ou événements ou de toute autre action ayant contribué au rayonnement de Toulon Provence Méditerranée. Il s'agira notamment du développement du chiffre d'affaires et de la création d'emplois sur Toulon Provence Méditerranée.

En matière de communication, l'Association s'engage à faire apparaître sur tous ses documents informatifs ou promotionnels le soutien apporté par la Métropole Toulon Provence Méditerranée, en utilisant le logo TPM en vigueur, la charte graphique étant consultable et téléchargeable sur le site internet [www.metropletpm.fr](http://www.metropletpm.fr) et à faire parvenir à la Métropole au moins un exemplaire de chaque support diffusé.

De plus, l'Association s'engage à informer par courrier ou par tout autre support, ses partenaires situés sur le territoire de la Métropole que Toulon Provence Méditerranée participe financièrement à hauteur de 16.000 € aux actions menées.

L'Association s'engage à informer sans tarder la Métropole par courrier recommandé avec accusé de réception en cas d'inexécution, de modification substantielle ou de retard dans la mise en œuvre de la présente convention.

L'Association s'engage à porter à la connaissance de la Métropole tout changement de ses statuts et de l'informer sans délai de toute modification, de toute nouvelle déclaration enregistrée au Registre National des Associations et de lui transmettre la copie de toute nouvelle domiciliation bancaire.

## **Article 7 – Durée et résiliation de la convention**

Cette convention entre en vigueur à compter de la date de sa notification et prendra fin à la date du mandatement du solde.

En cas de non-respect de tout ou partie des engagements réciproques inscrits dans la présente convention, celle-ci pourra être considérée comme résiliée de plein droit par l'une ou l'autre des parties à l'expiration d'un délai de trente jours suivant l'envoi par l'une ou l'autre des parties d'une lettre recommandée avec accusé de réception valant mise en demeure d'avoir à exécuter lesdits engagements.

## **Article 8 : Contrôles par les services de la Métropole**

Dans le cadre du contrôle du bon usage des deniers publics, la Métropole contrôle et évalue l'utilisation de la subvention au regard de l'objet de la présente convention.

En vertu des dispositions de l'article L. 1611-4 du Code Général des Collectivités Territoriales, la Métropole pourra ainsi procéder ou faire procéder par ses services ou un tiers dûment mandaté à cet effet aux contrôles sur pièces ou sur place qu'elle jugerait utiles pour s'assurer de la bonne utilisation de la subvention et de la bonne exécution de la présente convention.

Dans ce cadre, l'Association s'engage à faciliter les contrôles des services de la Métropole tant d'un point de vue quantitatif que qualitatif, et leur communiquer sur simple demande tout document de nature juridique, fiscale, sociale, comptable et de gestion

## **Article 9 : Evaluation du projet**

Les parties s'engagent mutuellement à procéder en fin d'exercice à une évaluation du projet sur la base de critères quantitatifs et qualitatifs figurant à l'article 3 de la présente convention.

Ces indicateurs devront figurer dans les pièces justificatives transmises au plus tard dans les six mois suivant la clôture de l'exercice.

La Métropole se réserve le droit de procéder à des points d'étape réguliers avec l'association afin de mesurer l'état d'avancement des actions subventionnées. A cette fin, l'association s'engage à mettre à disposition tous les éléments nécessaires à ce travail d'évaluation.

## **Article 10 : Sanctions en cas de non-respect des obligations contractuelles**

En cas d'inexécution par l'Association de l'une ou l'autre de ses obligations contractuelles et en cas de retard dans la production des documents visés à l'article 5, la Métropole pourra, selon le cas, suspendre le versement de la subvention, en diminuer le montant ou exiger le reversement de tout ou partie des sommes déjà versées.

Il en sera de même si à la suite des opérations de contrôle des services de la Métropole, il apparaissait que la subvention a été totalement ou partiellement utilisée à des fins non conformes à l'objet de la convention.

La Métropole en informera l'association par courrier recommandée avec accusé de réception après avoir préalablement invité l'association à présenter ses observations dans un délai qui sera fixé par ledit courrier.

La Métropole pourra également résilier de plein droit la présente convention après avoir préalablement invité les représentants de l'Association à présenter leurs observations.



La résiliation de la convention implique l'interruption de la subvention et la restitution des montants indûment perçus n'entrant pas dans le cadre de la convention.

En outre, la Métropole pourra résilier de plein droit la présente convention sans indemnité, ni préavis, en cas de survenance de tout événement ayant pour effet de rendre sans objet la présente convention ou pour tout motif d'intérêt général, et le cas échéant en cas de retrait d'agrément, de dissolution, de liquidation judiciaire ou d'insolvabilité notoire de l'association.

La résiliation de la convention dans ces conditions entraîne l'interruption immédiate du versement de la subvention.

Le remboursement des sommes déjà versées se fera sur la présentation d'un titre de recettes notifié par le comptable public.

#### **Article 11 : Modification de la convention**

Toute modification des conditions ou modalités d'exécution de la présente convention, définie d'un commun accord entre les parties, fera l'objet d'un avenant.

La demande de modification de la présente convention par l'association est réalisée en la forme d'une lettre recommandée avec accusé de réception précisant l'objet de la modification.

Dans un délai d'un mois suivant l'envoi de cette demande, la Métropole peut y faire droit par lettre recommandée avec accusé de réception.

#### **Article 12 : Assurance et responsabilités**

L'Association s'engage à souscrire toutes les polices d'assurances nécessaires pour garantir sa responsabilité et pour que la responsabilité de la Métropole ne puisse être recherchée.

Le bénéficiaire devra être en mesure de justifier à tout moment de la souscription de ces polices d'assurance et du paiement effectifs des primes correspondantes.

#### **Article 13 : Politique de gestion des données personnelles**

Les données personnelles, collectées dans le cadre de l'instruction et de l'exécution des dossiers de subvention, font l'objet d'un traitement et la Métropole s'engage à ce que la collecte et le traitement de ces données soient conformes à la réglementation applicable en matière des données à caractère personnel (Règlement UE 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel, et Loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés).

##### Collecte et utilisation des données

Des informations sur votre identité et sur votre rôle au sein de l'association, des informations financières ou personnelles, en fonction de la nature de votre demande sont collectées.

Elles sont obligatoires pour le traitement de votre demande afin d'étudier précisément vos droits. En cas de refus la demande ne pourra pas être traitée.

##### Finalité du traitement des données personnelles

Dans le cadre du traitement de demande de subvention, la Métropole collecte les données pour les usages suivants : instruction et suivi d'exécution des demandes de subvention dans le cadre d'action relevant de la compétence (...).

##### Destinataire des données personnelles

Les données collectées et enregistrées sont destinées aux services qui traitent les demandes et, si nécessaire, aux services compétents en matière de mandatement financier.

### Conservation des données personnelles

Les données et justificatifs collectés sont conservés pendant 10 ans conformément aux obligations légales en vigueur.

### Sécurité des données personnelles

Pour garantir un respect optimal de la vie privée, la Métropole prend toutes mesures appropriées pour la sécurité et la confidentialité des données à caractère personnel en vue de les protéger contre toute perte, destruction accidentelle, altération et accès non autorisés.

### Droit d'accès, de modification, de rectification

Vous disposez d'un droit d'accès, de rectification et de suppression des données vous concernant.

Ce droit peut être exercé à tout moment directement :

- Par courrier électronique à : [donnees\\_personnelles@metropoletpm.fr](mailto:donnees_personnelles@metropoletpm.fr)
- Par courrier postal à Monsieur le Délégué à la protection des données – Métropole TOULON PROVENCE MÉDITERRANÉE, 107, Boulevard Henri Fabre, CS 30536, 83041 Toulon Cedex 9.

Toutefois, les demandes d'effacement sont assujetties aux politiques internes en matière de communication et de conservation de l'information, et aux obligations applicables prévues par la loi.

En cas de difficulté en lien avec la gestion de vos données personnelles, vous pouvez introduire une réclamation auprès de la CNIL – 3, Place Fontenoy – TSA 80175 – 75334 Paris cedex [www.cnil.fr](http://www.cnil.fr)

## **Article 14 : RECOURS**

Tout litige résultant de l'exécution de la présente convention est du ressort du Tribunal administratif de Toulon.

Fait en deux exemplaires originaux de six pages chacun,

à Toulon, le

Pour l'Association  
Incubateur Provence Côte d'Azur

Pour Toulon Provence Méditerranée

Maureen CLERC  
Présidente

Jean-Pierre GIRAN  
Président

# INCUBATEUR PROVENCE COTE D'AZUR BUDGET PREVISIONNEL 2025

Numéro	Libellé	Budget 2025
60400000	PRESTATIONS INCUBES & COMMUN	240 000
60401000	PRESTATIONS EXTERIEURES	
60	DEPENSES PORTEURS & EXTERNES	240 000
60640000	FOURNITURES BUREAU + PHOTOCOP	3 000
61100000	PRESTATAIRE DE SERVICE	-
61300003	LOCATION BUREAU NCA & autres	2 300
61320000	LOCATION LOCAUX CREATVT	2 760
61320001	LOYER BUSINESS POLE	21 000
61320002	LOYERS REFACURES BUSINESS POLE	
61350000	LOCATION PHOTOCOPIEUR	2 500
61410000	CHARGES LOCATIVES	3 000
61560000	MAINTENANCE INFORMATIQUE, WEB	10 000
61600000	ASSURANCES	2 600
61810000	DOCUMENTATION GENERALE	1 450
61850000	SEMINAIRES, COLLOQUES, FORMATI	2 500
62260000	HONORAIRES EC, CAC, AVOCATS	19 500
62300000	PUBLICITE, COMMUNICATION	10 000
62500000	VOYAGES DEPLACEMENTS, RECEPTIONS	16 000
62600000	COURRIERS, TELEPHONE, INTERNET	4 740
62700000	SERVICES BANCAIRES	500
62810000	COTISATIONS, DONCS, ARCHIVAGE	7 000
606-61-62	SERVICES EXTERNES	108 850
63500000	IMPOTS ET TAXES	9 000
63	IMPOTS ET TAXES	9 000
64110000	SALAIRES BRUTS	370 000
64510000	CHARGES SOCIALES	177 600
64	CHARGES DE PERSONNEL	547 600
65100000	REDEVANCE MARQUE	-
65400000	PERTES S/ CREANCES IRRECOURVAB	-
65800000	PERTES S/ SUBVENTION, CH. DIVERSES	-
65	CHARGES DIVERSES	-
67180000	AUTRES CHARGES EXCEPTIONNELLES	
68112000	DOTATIONS AMORTISSEMENTS	4 500
68150000	PROVISION RISQUES CHARGES	
68174000	DOT P DEPRECIATION CPTES INCUB	127 680
68	CH, EXC / DOTATIONS PROVISIONS	132 180
6	TOTAL DEPENSES	1 037 630

Numéro	Libellé	Budget 2025
70600000	PRESTATIONS DE SERVICES	- 200 000
70600001	PRESTATIONS DE SERV MAJORATION	- 24 000
70600002	PRESTATIONS DE SERV UCA	
70800000	PRODUITS DES ACTIVITES ANNEXES	- 4 000
70	PRODUITS FACTURES	- 228 000
74110000	SUBVENTIONS REGION PACA	- 185 000
74113000	SUBVENTION CONSEIL DEPART. 06	- 20 000
74114000	SUBVENTION MINIST RECHERCHE	- 266 130
74116000	SUBVENTION S/OPERAT PONCTUELLE	-
74122000	SUBVENTION CAPG	- 10 000
74122100	SUBVENTION NCA	- 30 000
74122200	SUBVENTION CASA	- 50 000
74123000	SUBVENTION TOULON PROVENCE MED	- 16 000
74126000	SUBVENTION CANNES	- 14 000
74131000	SUBVENTION FRENCH TECH TREMPLIN	- 10 500
74134000	SUBVENTION ADEME-REGION TRAJEC	
74	SUBVENTIONS	- 601 630
75600000	COTISATION MEMBRES	- 68 000
75800000	PRODUITS DIVERS GESTION COURANTE	-
75	AUTRES PRODUITS	- 68 000
76000000	REVENUS DES AUTRES CREANCES	-
76	PRODUITS FINANCIERS	-
77180000	PRODUIT EXCEPTIONNEL	-
78150000	REPRISE SUR PROV D'EXPLOITATION	-
78174000	REPRISE PROV DEPREC DOUTEUX	- 140 000
77-78	PDT EXC. / ENCAISSTS PP	- 140 000
79100000	TRANSFERTS DE CHARGES	-
7	TOTAL RECETTES	- 1 037 630

"6-7"

RESULTAT

-

